

STATEMENT DISCOURS

MINISTER
FOR
EXTERNAL
RELATIONS.

MINISTRE
DES
RELATIONS
EXTÉRIEURES.



86/62

Déclaration de
l'honorable Monique Landry,
ministre des Relations
extérieures, à l'occasion
de la première réunion du
Comité organisateur du Sommet
de la Francophonie

QUÉBEC

Le 3 novembre 1986

Mesdames et Messieurs,

Bienvenus au Sommet de Québec.

Car en tenant ici, ce matin, sa première réunion officielle, le Comité organisateur vient en quelque sorte d'inaugurer les travaux du Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement ayant en commun l'usage du français.

Je suis très heureuse, à titre de Ministre des Relations extérieures du Canada d'exprimer aujourd'hui la fierté que nous ressentons à l'idée d'accueillir bientôt chez nous les Francophones du monde entier.

Votre présence à mes côtés, Monsieur le Ministre, ainsi que celles des représentants personnels de nos Premiers ministres, l'Ambassadeur Lucien Bouchard et le délégué général Jean-Louis Roy, ainsi que du représentant du Nouveau-Brunswick, Monsieur Normand Martin témoignent de nouveau avec éloquence de l'importance que nous attachons tous au succès du Sommet de Québec.

C'est, déjà, un motif bien légitime de fierté et de satisfaction que d'être simplement réunis aujourd'hui à l'occasion de cette première réunion du Comité d'organisation.

L'existence, seule, de ce nouveau lieu de rencontre international qu'on appelle le Sommet francophone, est, en effet, une grande réussite en elle-même. Il y a quelques années à peine, la chose semblait quasi impossible.

La politique de réconciliation nationale poursuivie par le Premier ministre Mulroney porte ses fruits. Nous voici aujourd'hui engagés en partenaires responsables dans la réalisation et la concrétisation d'un rêve qui nous est cher.

Nous en sommes même venus, entre les gouvernements du Canada, du Québec et du Nouveau-Brunswick, à dépasser la réconciliation nationale pour nous engager, à l'occasion de ce Sommet, dans une véritable concertation nationale.

.../2

En proposant - avec enthousiasme - au mois de février à Paris, la candidature de la vieille capitale pour la tenue de cette importante rencontre internationale, le Gouvernement canadien a voulu associer les gouvernements du Québec et du Nouveau-Brunswick à la préparation ainsi qu'à la tenue de cet événement. Le Comité d'organisation, qui s'est réuni ce matin pour la première fois, est le résultat du protocole d'entente signé entre Ottawa et Québec.

L'organisation d'une rencontre internationale de cette envergure constitue un défi que nous nous lançons à nous-mêmes. En effet, nos deux paliers de gouvernement seront appelés à collaborer de façon inédite. La tâche sera ardue et les difficultés sans nul doute nombreuses.

Cependant, nous ne devons jamais perdre de vue l'importance nationale et internationale du Sommet de Québec en septembre prochain.

Nous y démontrerons, quant à nous du gouvernement fédéral, notre engagement ferme et continu à améliorer le climat politique international par la coopération active entre pays francophones. C'est pour nous une nécessité impérieuse, car nous cherchons toujours à promouvoir la paix mondiale et à pallier les cruelles disparités économiques qui divisent les pays du Nord et du Sud.

Pour le Canada, le Sommet de Québec est aussi l'occasion unique de faire valoir sa personnalité francophone. Permettez-moi de souligner que le Canada est le seul pays à participer aux trois grands Sommets: celui de la Francophonie, celui du Commonwealth et celui des pays industrialisés. Ces trois grands Sommets, comme vous le savez, se tiendront chez nous en 1987 et en 1988.

Notre appartenance au Commonwealth et au groupe des pays industrialisés est déjà affirmée, de même que le rôle important que jouent sur la scène internationale ces deux groupes de pays.

Le Canada a déjà fait la preuve, lors du premier Sommet francophone à Paris, qu'il pouvait proposer des projets concrets et pertinents débouchant sur la collaboration fructueuse entre les Francophones du monde entier.

Les 41 pays qui étaient présents à Paris ont aussi pris l'engagement politique solennel de pratiquer une coopération efficace, tangible et dynamique, axée sur des besoins et des intérêts communs.

A Québec, donc, le Canada aura la responsabilité de prolonger l'effort considérable qu'il a accompli lors du premier Sommet et de maintenir la détermination de collaborer déjà exprimée par ses partenaires. Notre contribution à la réunion des pays francophones est déjà perçue par tous les participants comme extrêmement importante car nous y apportons un regard neuf, dégagé de tous préjugés et tourné vers l'avenir. Nous croyons par exemple, que notre appartenance au continent nord-américain et notre personnalité culturelle propre nous disposent naturellement à l'élaboration de projets pratiques et réalisables.

Grâce au choix de la ville de Québec, berceau de la Francophonie nord-américaine, comme lieu de la rencontre, nous avons la possibilité d'illustrer devant les Francophones du monde entier nos origines héroïques, notre héritage français.

Dans ce Québec chaleureux où les remparts tricentennaires enserrent de jeunes gratte-ciel, nous voulons donc faire la preuve de notre génie particulier.

Ensemble, sur les assises d'une langue commune, nous bâtirons la Francophonie de demain.